

TOUT SAVOIR SUR

L' accueil de demandeurs de protection
internationale et de réfugiés reconnus
dans ma commune

Février 2018



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille, de l'Intégration
et à la Grande Région

Office luxembourgeois de l'accueil
et de l'intégration

Introduction

Ce guide est destiné aux administrations communales qui accueillent des réfugiés et demandeurs de protection internationale (DPI) sur leur territoire. Il propose des réponses aux questions les plus fréquemment posées lors de l'accueil de DPI et de réfugiés reconnus sur le territoire d'une commune. Vous y trouverez des informations sur la procédure de protection internationale, le cadre légal, les droits et obligations et les responsabilités liées à l'encadrement des DPI dans les communes.

Vous trouverez dans cette brochure des fiches thématiques sous forme de questions/réponses afin de répondre aux interrogations les plus fréquemment soulevées par les communes.

Néanmoins, ce guide ne répondra sans doute pas à toutes vos questions. Pour toute question à laquelle vous ne trouveriez pas de réponse, veuillez vous adresser aux personnes de contact référées dans ce guide. Cette brochure n'est ni exhaustive, ni définitive. L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) actualisera les informations et ajoutera des fiches thématiques régulièrement.

Un sujet manque ? Vous avez d'autres questions ?

N'hésitez pas à le signaler à l'OLAI :

Sandy Fournelle
Chargée de communication
Tél. : 247 - 85752
Sandy.fournelle@olai.etat.lu

Nathalie Medernach
Relations publiques
Tél. : 247 - 85753
Nathalie.medernach@olai.etat.lu

Table des matières

Mot du ministre	p. 4
Préface	p. 5
 Procédure d'asile	 p. 6
Accueil & encadrement social	p. 9
- Accueil	
- Encadrement social	
Hébergement	p. 12
Santé	p. 15
- Examen médical	
- Soins médicaux & affiliation à la CNS	
Education	p. 17
Accès aux maisons relais, crèches & services de garde	p. 20
Accès à la formation professionnelle & aux cours de langue	p. 22
Accès au marché du travail	p. 25
Accès au revenu minimum garanti (RMG)	p. 27
Participation à des activités sportives dans des clubs	p. 28
Bénévolat auprès de demandeurs de protection internationale (DPI).....	p. 30
ou réfugiés reconnus	
Encadrement de réfugiés reconnus.....	p. 34
 Foire aux questions	 p. 35
Abréviations utilisées	p. 37



A retenir

Un demandeur de protection internationale (DPI) est une personne dont la demande de protection internationale a été enregistrée et qui attend la réponse à sa demande.

Un **réfugié ou bénéficiaire de la protection internationale (BPI)** est une personne qui a obtenu une réponse positive à sa demande.

Mot du Ministre

Depuis septembre 2015, le Grand-Duché est confronté à une situation d'afflux massif de demandeurs d'asile ayant fui des guerres et conflits dans leurs pays. Plus de 3600 personnes ont déposé une demande de protection internationale entre septembre 2015 et décembre 2016. Les arrivants, Syriens et Irakiens pour la plupart, ont fait leur demande de protection internationale au Luxembourg et espèrent pouvoir y reconstruire leur vie.

Le gouvernement a tout mis en œuvre afin de réserver un accueil digne aux demandeurs de protection internationale (DPI). Il a pris des engagements internationaux et met tout en œuvre afin de pouvoir intégrer le plus rapidement et le mieux possible les bénéficiaires d'une protection internationale (BPI). Pour ce faire, il est indispensable d'agir de manière coordonnée, ensemble avec les autorités compétentes au niveau communal et national. Les communes sont des partenaires indispensables dans la mise en œuvre d'une telle politique. Dans un esprit de solidarité et de responsabilité partagée, bon nombre de communes ont répondu présentes pour faire face à l'urgence de la crise de réfugiés et ont accueilli des réfugiés sur leur territoire. Elles ont mis à disposition des logements et se sont engagées en faveur de l'intégration de ces personnes.

Afin de soutenir les communes dans leurs efforts en matière d'accueil et d'intégration des bénéficiaires de protection internationale, le gouvernement a élaboré un paquet de mesures qui contient entre autres des aides financières et administratives.

La présente brochure a pour vocation de répondre concrètement aux questions des communes concernant l'accueil de demandeurs de protection internationale ou bénéficiaires de protection internationale, de les informer sur les aides existantes et de les réorienter vers les autorités compétentes.

J'espère qu'elle pourra servir aux communes qui participent déjà à l'effort de solidarité, mais également à celles qui souhaitent agir dès à présent et s'engager davantage. Vous y trouverez des informations sur les procédures, les droits et obligations et les responsabilités liées à l'encadrement et à l'intégration des demandeurs et bénéficiaires de la protection internationale dans les communes.

Je tiens à remercier tous les Ministères qui ont contribué à la rédaction de cette brochure.

Je vous souhaite une excellente lecture.



Corinne Cahen

Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Préface

L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) est l'autorité responsable pour la prise en charge de l'accueil et de l'hébergement des demandeurs de protection internationale (DPI) et la mise en œuvre de la politique d'intégration.

La crise migratoire, qui s'est manifestée à partir de l'été 2015, a demandé à l'OLAI et aux autres autorités étatiques compétentes une capacité de réaction rapide. La mise en place de logements à court et moyen terme a permis de doubler nos capacités d'accueil au cours du deuxième semestre 2015 et de trouver des solutions rapides avec les partenaires associatifs et communaux.

Jusqu'à maintenant et grâce à votre solidarité, nous étions en mesure d'offrir un accueil digne aux personnes qui fuient au péril de leur vie des conflits armés. Mais le défi reste énorme, surtout en ce qui concerne l'hébergement de personnes ayant obtenu le statut de réfugié. Une mobilisation commune des acteurs étatiques et locaux est déterminante.

Mais au-delà de l'accueil, il s'agit également de préparer les réfugiés à leur vie future dans le pays. Des outils d'intégration existants, tel que le contrat d'accueil et d'intégration (CAI) ont été élargis et adaptés pour répondre aux besoins spécifiques de cette nouvelle population.

Avec cette brochure, l'OLAI a créé un catalogue de réponses et d'informations, pour soutenir les communes et mettre à leur disposition un outil pratique. Surtout, nous souhaitons renforcer la collaboration avec les partenaires locaux et mettre à disposition notre expérience et nos compétences en matière d'accueil et d'intégration.

Nous espérons que nous pouvons continuer à compter sur votre solidarité.



Yves Piron

Directeur de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)



Quel ministère est responsable du traitement des demandes de protection internationale ?

Les procédures d'octroi et de retrait de la protection internationale sont de l'attribution de la Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE).

Demandeur de protection internationale, réfugié. Quelle différence ?

Les termes « réfugié » et « demandeur de protection internationale » sont souvent confondus. Un demandeur de protection internationale (DPI) est une personne dont la demande de protection internationale a été enregistrée et qui attend la réponse à sa demande, tandis qu'un réfugié est une personne qui a obtenu une réponse positive à sa demande.

Quelles formes de protection internationale existent au Luxembourg ?

En matière de droit d'asile, le Luxembourg reconnaît essentiellement deux statuts de protection internationale :

- **le statut de réfugié :**

Selon la Convention de Genève de 1951 sur le statut des réfugiés, le terme de réfugié s'applique à toute personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

- **le statut conféré par la protection subsidiaire :**

La protection subsidiaire offre une protection aux personnes dont la demande de protection internationale ne satisfait pas aux critères de la Convention de Genève mais qui ne peuvent retourner dans son pays parce qu'elles craignent avec raison d'y faire l'objet de torture, de traitements inhumains ou dégradants, de peine de mort, ou de menace contre sa vie, en raison d'une violence non ciblée liée à un

conflit armé interne ou international. Cette protection est généralement octroyée à des individus fuyant un conflit militaire et prend généralement fin si les conditions dans le pays d'origine cessent d'exister.

En cas d'afflux massif de personnes déplacées en provenance d'un pays tiers et qui ne peuvent retourner dans leur pays d'origine, le gouvernement peut exceptionnellement mettre en place un troisième statut, celui de la **protection temporaire**.

Où est-ce qu'un demandeur peut introduire sa demande de protection internationale ?

Une personne peut signaler sa volonté de faire une demande de protection internationale auprès du ministère des Affaires étrangères et européennes, du Service de contrôle à l'aéroport, de la Police grand-ducale, du centre de rétention ou du centre pénitentiaire.

La demande doit être déposée par le demandeur personnellement à l'adresse suivante pour être enregistrée et valide :

Ministère des Affaires étrangères et européennes
Direction de l'Immigration
Service Réfugiés
26, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg
Horaires : du lundi au vendredi de 08.30 à 12.00 heures

Au sein d'une famille, chaque adulte a le droit de présenter une demande distincte.

Que se passe-t-il après l'introduction de la demande de protection ?

Chaque DPI obtient une attestation du statut de demandeur de protection internationale, ledit « papier rose », après l'introduction de sa demande de protection internationale auprès du MAEE, qui lui permet de séjourner au Luxembourg pendant la durée de traitement de sa demande. Le papier rose donne droit à l'aide sociale fournie par l'Etat, par l'intermédiaire de l'Office luxembourgeois de l'accueil et

de l'intégration (OLAI). Les aides matérielles d'accueil, accordées en nature, en espèces ou sous forme de bons, comprennent le logement, la nourriture et l'habillement, l'allocation mensuelle et les soins médicaux.

A ne pas confondre : aides matérielles et allocation mensuelle. Cette dernière constitue un « argent de poche » qui s'ajoute aux aides matérielles (nourriture, logement, habillement, frais médicaux, transport) fournies d'office.

La durée de validité du « papier rose » est en principe d'un mois renouvelable jusqu'à la fin de la procédure.

Examen de la demande : comment est prise la décision concernant la demande de protection internationale ?

Un demandeur doit remettre au MAEE ses documents d'identité et toutes autres pièces utiles pour appuyer sa demande. Le demandeur de protection internationale sera également entendu par un agent du Service de Police Judiciaire chargé de vérifier l'identité et l'itinéraire de voyage pour arriver au Luxembourg. Les empreintes digitales du demandeur seront enregistrées dans le système «Eurodac».

Il est ensuite convoqué par écrit pour un entretien, au cours duquel le demandeur a l'occasion de raconter son parcours ainsi que de préciser les motifs de sa demande. Dépendant des pièces à l'appui de la demande, plusieurs entretiens seront nécessaires au MAEE, en présence d'interprètes et d'experts. La demande sera étudiée dans le fond par le MAEE, qui examinera entre autres si les déclarations du demandeur coïncident avec la réalité et si ses documents sont valables. Si la demande de protection internationale est recevable, le demandeur pourra obtenir le statut de réfugié ou de la protection subsidiaire. En cas de doute, des tests linguistiques et médicaux peuvent être ordonnés.

Combien de temps est-ce que l'examen de la demande prend ?

Selon la Loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, le demandeur reçoit une réponse dans les 6 mois à compter de l'introduction de la demande. Si le délai pour le traitement de la demande dépasse les 6 mois (questions factuelles ou juridiques complexes, grand nombre de demandes simultanées de protection internationale, non-respect de ses obligations par le demandeur), le demandeur est informé des raisons du retard. Le délai de traitement de la demande ne peut pas dépasser un total de 21 mois.

Dans certains cas définis, l'examen d'une demande peut avoir lieu selon une procédure accélérée. Dans ces cas, le délai de réponse du ministère est en principe de 2 mois.


Est-ce qu'un DPI peut se rendre à l'étranger pendant sa procédure ?

Pendant sa procédure, un DPI peut circuler librement sur le territoire luxembourgeois mais il n'a pas le droit de se rendre à l'étranger.

Que se passe-t-il si la décision est positive et que le demandeur obtient le statut de réfugié ?


En cas d'attribution d'une protection internationale, le bénéficiaire a droit à un titre de séjour valable pour cinq ans, renouvelable, et il peut voyager hors du territoire luxembourgeois.

Les bénéficiaires de la protection internationale (BPI) ont accès aux prestations sociales (RMG, prestations familiales) au même titre que les Luxembourgeois. Ils ont accès au marché du travail et peuvent exercer une activité salariée ou non salariée. A l'obtention du statut de protection internationale, les bénéficiaires de protection internationale sont également encouragés à se procurer un logement privatif personnel. Le suivi social devient la responsabilité de l'Office social du lieu de résidence d'un BPI.

 **Attention ! Les personnes ayant obtenu le statut de réfugié au sens de la Convention de Genève ne sont pas admises à retourner dans leur pays d'origine, sous peine de perdre le statut de bénéficiaire de protection internationale.**

Que se passe-t-il si la demande est rejetée ?

Une décision négative signifie que la personne ne remplit pas les conditions pour être reconnue comme réfugié ou avoir le statut de protection subsidiaire. Cela équivaut à une « décision de retour ». Après épuisement de toutes les voies de recours, ces personnes sont en situation irrégulière et sont en principe rapatriées vers leur pays d'origine. Dans certains cas (par exemple enfants scolarisés), le délai de retour volontaire peut être prolongé.

 **Sous le terme « débouté » on comprend une personne dont la demande de protection internationale a été rejetée définitivement.**

Un demandeur dont la demande a été refusée, peut-il introduire un recours contre la décision prise ?

En cas de décision négative du MAEE à une demande de protection internationale, un recours peut être introduit auprès du Tribunal administratif par l'intermédiaire d'un avocat qui est mis à sa disposition. Le DPI a également droit aux services d'un interprète. L'épuisement des voies de recours marque la fin de la procédure de demande de protection internationale, le demandeur est alors débouté de sa demande.

Qu'est-ce qu'un sursis/report à l'éloignement ?

Une personne, dont la demande de protection a été rejetée, a la possibilité d'obtenir un sursis à l'éloignement d'un maximum de 2 ans si un retour dans son pays d'origine

s'avère impossible en raison de son état de santé. Le sursis d'éloignement peut être étendu aux membres de la famille qui accompagnent la personne concernée. Un report de la décision d'éloignement peut être octroyé si la personne est dans l'impossibilité de quitter le territoire pour des raisons indépendantes de sa volonté, par exemple pour des raisons matérielles.

Qu'est-ce qu'un « retour volontaire » ?

Les personnes déboutées qui quittent volontairement le territoire peuvent bénéficier d'une aide au retour. Cette aide est destinée à l'organisation du voyage de retour et pour faciliter la réinstallation dans le pays d'origine ou dans un pays acceptant d'accueillir les personnes déboutées. Une majorité des demandeurs déboutés optent pour un retour volontaire.

Qu'est-ce qu'un « retour forcé » ?

Les personnes déboutées qui n'ont pas quitté le Luxembourg dans un délai de trente jours à partir de la fin de la procédure en obtention du statut de protection internationale, peuvent être placées dans une structure fermée en vue de leur rapatriement. Les autorités luxembourgeoises organisent le retour dans leur pays d'origine, dans le respect de la dignité humaine.

Statistiques concernant la protection internationale au Grand-Duché de Luxembourg. Bilan de l'année 2015
www.gouvernement.lu/5680602/Bilan-2015.pdf

Références légales

Règlement grand-ducal du 8 juin 2012 fixant les conditions et les modalités d'octroi d'une aide sociale aux demandeurs de protection internationale
www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2012/0123/2012A1586A.html

Loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire
www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2015/0255/2015A6178A.html

Loi du 29 août 2008 relative à la libre circulation des personnes et de l'immigration
www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2008/0138/2008A2024A.html



A qui s'adresser pour obtenir des informations complémentaires ?

Ministère des Affaires étrangères et européennes
Direction de l'Immigration
26, route d'Arlon
L-1140 Luxembourg
Tél. : 2478 4565 (de 8h00 à 16h00)

Enregistrement des nouveaux arrivants : de 8h30 à 12h00 du lundi au vendredi.
Heures d'ouverture des guichets : de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h00 du lundi au vendredi.

Pour aller plus loin

Introduire une demande de protection internationale
www.guichet.public.lu/citoyens/fr/immigration/cas-specifiques/protection-internationale/demande-protection-internationale/index.html

Droits conférés par la protection internationale
www.guichet.public.lu/citoyens/fr/immigration/cas-specifiques/protection-internationale/droits-protection-internationale/index.html

Perte ou retrait de la protection internationale
www.guichet.public.lu/citoyens/fr/immigration/cas-specifiques/protection-internationale/perte-retrait-protection/index.html



ACCUEIL

Quelles sont les conditions matérielles d'accueil ?

Le demandeur de protection internationale (DPI) a droit aux conditions matérielles d'accueil accordées par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) dès la présentation de sa demande de protection internationale. Les conditions matérielles d'accueil sont accordées en nature, en espèces ou sous forme de bons.

Les conditions matérielles d'accueil assurent au demandeur un niveau de vie adéquat qui garantit sa subsistance et protège sa santé physique et mentale. Elles assurent au DPI un niveau de vie digne et adapté à ses besoins.

Comment les conditions matérielles d'accueil sont-elles déterminées ?

La composition de ménage, l'âge des membres de famille et les éventuelles ressources financières (revenus salariés, biens immobiliers, ...) dont dispose le ménage sont pris en compte pour déterminer les conditions matérielles d'accueil.

Quelles aides peuvent être accordées ?

- Le logement dans une structure d'hébergement est gratuit pour les demandeurs de protection internationale ;
- la fourniture de repas est organisée sous forme de (1) pension complète ou (2) sous forme de fourniture de repas préparés, respectivement de denrées alimentaires (épicerie sur roues) ;
- l'argent de poche (allocation mensuelle) :
 - a) 26,27 € pour un demandeur adulte ;
 - b) 26,27 € pour un mineur non accompagné ;
 - c) 13,13 € pour un mineur.

Si le DPI habite dans une structure d'hébergement sans fourniture de repas, l'allocation mensuelle suivante s'ajoute

à l'argent de poche pour l'achat de denrées alimentaires :

- a) 205 € pour un demandeur adulte ;
- b) 205 € pour un mineur non accompagné ;
- c) 179,37 € pour un mineur.

Ce montant est viré sur un compte virtuel avec lequel le DPI peut faire ses courses dans une épicerie sur roues.

- Les vêtements et les produits d'hygiène sont mis à disposition à titre gratuit des DPI. Les DPI peuvent se rendre dans les vestiaires existants avec des bons de l'OLAI à intervalle régulières.
- Les soins médicaux de base sont pris en charge par l'OLAI via un système d'avance des frais médicaux. Les DPI doivent fournir les factures et pièces à l'appui pour avoir accès à une avance des frais médicaux. L'OLAI prend en charge les cotisations à titre de l'assurance volontaire.
- Les frais scolaires et le matériel scolaire sont couverts par des aides en nature ou des bons d'achat.
- Les moyens de transports publics du réseau du Grand-Duché de Luxembourg sont pris en charge par l'OLAI : chaque DPI reçoit une mKaat pendant les 3 premiers mois, puis il a droit à un abonnement sur l'année calendrier en cours pour tout le réseau. Chaque DPI doit faire lui-même une demande avec une photo auprès des CFL.

Outre les conditions matérielles d'accueil, les DPI bénéficient des aides suivantes :

- une guidance sociale et un accompagnement par des assistants sociaux et des éducateurs ;
- un encadrement spécifique des mineurs non-accompagnés ;
- des soins et suivis psychologiques gratuits pour les personnes en ayant besoin, notamment les victimes de traumatismes ;
- des conseils en matière d'éducation sexuelle et reproductive.

Quelles sont les responsabilités d'un DPI ?

Le DPI s'engage à respecter le règlement d'ordre intérieur des structures d'hébergement, notamment à suivre les plans de nettoyage mis en place et à participer aux tâches qui incombent à tous les résidents, afin de garantir le bon déroulement de la vie en communauté. Le non-respect du règlement intérieur peut entraîner des sanctions.

L'obligation scolaire, fixée par la loi du 6 février 2009 en vigueur au Luxembourg, est également applicable aux enfants DPI âgés de 4 ans à 16 ans.

Les DPI doivent se présenter une fois par mois au service accueil de l'OLAI.

Les parents sont responsables pour l'encadrement et la surveillance de leurs enfants. Ils ne peuvent en aucun cas relayer cette responsabilité aux éducateurs et au personnel encadrant présent dans les structures d'hébergement.

Que se passe-t-il si le DPI a ses propres moyens de subsistance ?

Lorsque le DPI dispose des ressources nécessaires pour subvenir à ses besoins, les conditions matérielles d'accueil ne lui sont pas accordées.

Il en est de même lorsque ses frais de séjour et de santé sont pris en charge par un garant.

Est-ce que les conditions matérielles d'accueil peuvent être limitées ou retirées ?

Oui, les conditions matérielles d'accueil peuvent être limitées ou retirées si le DPI :

- dissimule ses ressources financières ;
- se comporte de manière violente ou menaçante envers le personnel encadrant ou d'autres personnes logées dans les structures d'hébergement ;
- abandonne la structure d'hébergement sans en avoir informé l'autorité compétente ;
- ne respecte pas l'obligation de se présenter aux entretiens et convocations fixés par les autorités ;
- a déjà introduit une demande de protection internationale au Grand-Duché de Luxembourg ;
- commet un manquement grave au règlement d'ordre intérieur.

ENCADREMENT SOCIAL

Quel est le rôle de l'assistant(e) social(e) ?

L'encadrement et le suivi social des demandeurs de protection internationale (DPI) sont assurés par les assistant(e)s sociaux/sociales de l'OLAI, ou pour certaines structures délégués à des partenaires gestionnaires.

Après l'enregistrement de sa demande de protection internationale auprès du MAEE, un(e) assistant(e) social(e) de référence est désigné(e).

Lors d'un premier entretien individuel, l'assistant(e) explique les droits et obligations pendant le séjour au Luxembourg. Tout au long de la procédure, un DPI a droit à un accompagnement par un(e) assistant(e) social(e).

L'assistant(e) social(e) joue un rôle central durant toute la procédure. Il/elle guide le demandeur dans ses démarches administratives et l'aide à accéder aux prestations légales et aux aides matérielles en émettant les bons et les aides en nature ou en espèce.

Seul l'assistant(e) social(e) et les agents administratifs de l'OLAI sont compétents pour délivrer les bons et les aides en nature ou en espèce. Les missions et tâches de l'assistant(e) social(e) dépassent largement l'accompagnement social et s'étendent à l'écoute des DPI et au suivi et soutien social individualisé :

- suivi individuel, familial ou communautaire (écoute, orientation, informations, conseil, etc.) ;
- en cas de besoin d'un suivi psychologique, médical ou social, orientation vers des services existants : Centre de Santé mentale (victimes de traumatismes), hôpitaux, crèches, service d'assistance aux victimes de violence domestique, Planning familial, ...)
- conseils en matière sexuelle et reproductive ;
- gestion de conflits.

Un objectif essentiel de l'accompagnement social est l'autonomisation, la responsabilisation et l'intégration des DPI dans la société d'accueil.

Permanences pour DPI

1. **Un DPI peut contacter l'OLAI pendant les heures de permanence téléphonique pour fixer un rdv avec un(e) assistant(e) social(e)** ou pour poser des questions urgentes chaque matin de 8h à 9h.

La permanence est assurée en anglais, français, allemand, albanais et serbo-croate. Une permanence arabophone est assurée 4 fois par semaine : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h à 9h (mercredi : le farsi et le tigrinya).



Permanence téléphonique pour DPI (8h à 9h) :

Tél. : 247- 85703 (arabe, farsi, tigrinya, anglais, français)
Tél. : 247- 85758 (serbo-croate, albanais, russe et allemand)

2. **Un DPI peut physiquement se rendre à l'OLAI pendant les heures de permanence sociale pour parler à une personne du service administratif en dehors d'un rendez-vous.** Cette permanence a été mise en place pour répondre aux demandes urgentes des DPI.



Horaires de la permanence sociale :

Mardi / Jeudi: 14h-16h

À l'adresse : 5, rue Carlo Hemmer L-1734 Luxembourg-Kirchberg.


Organisation d'activités éducatives

À côté du suivi social et de la gestion administrative des aides matérielles et financières, l'OLAI assure ponctuellement à travers son équipe éducative des activités éducatives et de loisirs pour les personnes logées dans des structures d'hébergement sans encadrement permanent sur le site. Les éducateurs et éducatrices sont responsables de l'encadrement socio-éducatif des DPI enfants et adultes. L'objectif est de faire connaître aux DPI l'environnement sociétal et le pays d'accueil, ainsi que les mœurs luxembourgeoises.

Il s'agit notamment d'activités périscolaires et les activités de vacances pour les enfants ou de guidances individuelles visant plus particulièrement des familles et la promotion de la santé.

Gestion des structures d'hébergement

Le Grand-Duché compte environ 70 structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale, qui sont toutes sous la seule responsabilité de l'OLAI.

 La gestion des structures est soit directement assurée par l'OLAI, ou déléguée à des associations ayant signé un accord de collaboration, notamment la Croix-Rouge et la Caritas. Dans les foyers gérés en partenariat, le suivi social des DPI est assuré par le personnel psycho-social des gestionnaires.

Ceci est le cas pour les foyers de primo-accueil, dans lesquels les DPI sont logés durant les premières 6-8 semaines de leur arrivée sur le territoire, ou encore dans des foyers familiaux ou de personnes à besoins spécifiques.

Le service social de l'OLAI organise un échange régulier avec le personnel encadrant pour faire le suivi et répondre aux questions éventuelles. A noter que même dans ces cas-ci, l'octroi des aides matérielles est toujours à la charge du service social de l'OLAI.

Les collaborateurs de l'OLAI visitent régulièrement les différents foyers. Ceci permet de déceler des problèmes difficilement constatables lors des entretiens dans les bureaux de l'OLAI (hygiène, difficultés de cohabitation).



A qui s'adresser pour obtenir des informations complémentaires ?

Office luxembourgeois de l'accueil et l'intégration Reception

5, rue Carlo Hemmer

L-1734 Luxembourg

Tél : (+352) 247 – 85700

Fax : (+352) 247-85720

Références légales

Loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2015/0255/2015A6178A.html



L'hébergement est une des conditions matérielles d'accueil fournies aux demandeurs de protection internationale (DPI) à leur arrivée. La mise à disposition d'un logement vise à assurer un niveau de vie adéquat aux DPI.

Quels types de structures d'hébergement existent ?

1. Structure dite de phase 1 (Centre de premier accueil Logopédie à Strassen, en principe 48h) ;
2. Structures dites de phase 2 (accueil d'urgence, en principe 6-8 semaines) ;
3. Structures dites de phase 3 (foyers durables)
 - Différentes structures allant jusqu'à 300 lits.

! En cas d'ouverture d'un nouveau foyer, l'OLAI organise également, sur demande des administrations communales et en collaboration avec les partenaires ministériels et les gestionnaires des structures d'hébergement, des réunions d'information dans les communes accueillant des DPI.

Il est également possible d'organiser des portes ouvertes des nouvelles structures non-habitées pour les résidents et pour les communes avoisinantes. L'OLAI peut encadrer ces portes ouvertes pour répondre aux questions des habitants.

Qui gère les structures d'hébergements ?

- La gestion quotidienne des structures d'accueil est assurée par l'OLAI ou ses partenaires : Caritas et Croix-Rouge. Les structures d'hébergement restent cependant sous la responsabilité de l'OLAI.
- Dans certaines structures, un gestionnaire est sur place en permanence pour assurer le fonctionnement journalier du foyer.

En principe, les DPI restent pendant la durée de leur demande dans le même foyer durable. Pour éviter tout traitement discriminatoire, des relogements sont seulement accordés dans des cas exceptionnels et selon des critères précis définis par l'OLAI.

Qui a accès aux structures d'hébergement ?

Les structures d'hébergement ne sont pas des espaces publics, mais des lieux d'habitation privés. Afin d'assurer la sécurité, de garantir la confidentialité des données et de protéger la vie privée des occupants, l'accès de tierces personnes aux structures d'hébergement est réglementé par le Règlement d'ordre intérieur (ROI) des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale.

Les visites de tierces personnes (membres de famille, amis, etc.) peuvent avoir lieu entre les horaires prévus par le ROI à des endroits prévus à cet effet. L'OLAI se réserve le droit d'interdire les visites de tierces personnes pour des raisons de santé publique et de sécurité.

! Les visiteurs doivent s'inscrire dans un registre de présence ou se présenter aux agents de sécurité.

Les activités et projets impliquant l'accès de plusieurs personnes, les visites à caractère médiatique et les visites de groupes sont soumis à une autorisation préalable de l'OLAI.

Contacts : Nathalie Medernach (Tél.: 247- 85753, nathalie.medernach@olai.etat.lu)
ou Celia Ruiz Miralles (Tél.: 247- 85726, celia.ruiz@olai.etat.lu).

Qui décide où les nouvelles structures d'hébergement sont établies ?

La prise de décision concernant l'établissement de nouvelles structures d'hébergement implique l'intervention de nombreux partenaires et se fait par l'OLAI en concertation ou en consultation avec les autorités communales, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Qu'est-ce qu'une structure de phase 1

Le centre de phase 1 (Logopédie à Strassen) reçoit en première instance toute personne souhaitant déposer une demande de protection internationale. Un tel centre est

en principe prévu pour un hébergement de 48h avant le transfert vers une structure de phase 2.

Qu'est-ce qu'une structure de phase 2 (centre d'accueil d'urgence) ?

Il s'agit d'une structure mise en place à titre provisoire en temps d'afflux massif. Elle permet un hébergement transitoire pour les personnes en attente de compléter leur enregistrement.

Qu'est-ce un foyer de phase 3 ?

Il s'agit d'un foyer durable destiné à l'hébergement des DPI tout au long de leur procédure de demande de protection internationale, disposant des infrastructures collectives nécessaires à la vie en collectivité.

Qu'est-ce une structure modulaire ?

Pour répondre à l'afflux massif, des terrains étatiques non utilisés ont été identifiés pour pouvoir y établir des structures modulaires (containers habitables de 2 à 4 lits par container).

Les structures modulaires disposent des infrastructures nécessaires à la vie en collectivité, tel que des classes d'école, des salles de séjour, des cuisines, une buanderie et un réfectoire. En principe, elles sont prévues pour une durée de 5 ans.

Comment la vie se déroule-t-elle au sein d'une structure d'hébergement ?

Les occupants des structures d'hébergements sont libres de circuler au sein et hors des structures. Les enfants fréquentent l'école, soit sur le site de l'hébergement, soit dans une école locale. Les adultes font leurs démarches administratives et fréquentent des cours de langues ou participent à d'autres activités organisés sur les sites ou à l'extérieur. Il est important de proposer des activités qui ne se déroulent pas exclusivement dans les foyers et de créer des occasions pour les DPI d'aller à la rencontre de la population locale pour pouvoir s'intégrer.

Quels sont les services offerts au sein d'une structure ?

Les structures offrent en premier lieu la garantie d'un hébergement et de repas (livrés ou bien cuisinés sur place, selon la structure).

Certaines structures sont gérées par des assistants sociaux et/ou des éducateurs sur les lieux en permanence, qui assurent un encadrement sur place. Des séances d'information sur des sujets spécifiques (par exemple le recyclage, la «Eltereschoul», le règlement d'ordre intérieur, etc.) sont données régulièrement dans l'ensemble des foyers par les collaborateurs de l'OLAI.

Combien de temps un DPI peut-il rester dans une structure d'accueil ?


Un DPI peut résider dans une structure d'accueil tout au long de sa procédure. A l'obtention du statut de protection

internationale, les bénéficiaires de protection internationale (BPI) sont encouragés à se procurer un logement privatif personnel grâce au RMG dont ils disposent désormais. En attendant qu'ils puissent quitter les foyers, les BPI doivent payer une participation pour leur logement en foyer.

Un bénéficiaire de protection internationale (BPI) peut-il être hébergé par une personne privée ?

Un BPI peut être hébergé par une personne privée. Le retour en foyer n'est pas possible pour un réfugié reconnu, au cas où la colocation ne satisfait pas aux attentes des personnes concernées.

Toute personne ayant obtenu le statut de réfugié a droit au revenu minimum garanti (RMG) aux mêmes conditions que toute autre personne bénéficiaire du RMG au Luxembourg. La composition de ménage impactera cependant sur son accès au RMG. Il n'existe pas de règlement spécifique ou d'exception pour les réfugiés. Ainsi, pour calculer le RMG, les revenus communs de la communauté domestique (colocation, famille, cohabitation ou autre) sont pris en compte. S'il est considéré que la communauté domestique peut subvenir aux besoins de toutes les personnes en faisant partie, le RMG peut être refusé.

 **Attention : l'accueil doit se faire à titre gratuit et être documenté par une déclaration de la personne qui assure l'accueil.**

Quel est le rôle des communes en matière d'accueil des DPI / BPI ?

Les communes sont un partenaire indispensable pour l'Etat et jouent un rôle primordial dans l'accueil des DPI et réfugiés dans la société.

• Mise à disposition de logements pour demandeurs de protection internationale (DPI) :

Les communes peuvent mettre à disposition des bâtiments pour créer des structures d'hébergement collectifs adaptées aux besoins pour accueillir des demandeurs de protection internationale (DPI). **Les propositions de bâtiments sont à adresser au service logement de l'OLAI.** Pour des raisons de logistique et d'organisation, les propositions de logements individuels ne peuvent être acceptées.

• Mise à disposition de logements pour réfugiés reconnus (BPI):

Une fois le statut de réfugié obtenu, les personnes ne sont plus sous la responsabilité de l'OLAI et elles sont libres de choisir leur lieu de résidence. Malheureusement, de nombreuses personnes ayant obtenu le statut ont du mal à trouver un logement abordable sur le marché immobilier luxembourgeois et restent de ce fait vivre dans les foyers. La commune peut intervenir en signalant des bâtiments non occupés.

Les communes peuvent mettre à disposition des réfugiés reconnus des logements dont elles sont soit propriétaire,

soit locataire auprès de propriétaires bailleurs privés. Les propositions de tels logements sont à adresser à la Direction du Conseil Juridique au secteur communal du Ministère de l'Intérieur.

Les logements sont mis à disposition paritairement aux BPI et aux personnes éligibles à des aides au logement locatif à la recherche d'un logement.

Le Gouvernement soutient-il les communes dans leurs efforts en matière d'accueil des DPI /BPI ?

- **Aides prévues pour le logement de demandeurs de protection internationale (DPI) :**

Le Ministre du Logement et le Ministre de la Famille et de l'Intégration ont fait appel à la solidarité des communes pour la mise à disposition d'immeubles ou de terrains.

Le Ministère du Logement offre une aide financière conséquente (allant jusqu'à 100% des frais remboursés) pour la construction d'immeubles pouvant héberger des DPI. Pour plus d'informations, veuillez contacter le Ministère du Logement.

- **Aides prévues pour le logement de réfugiés reconnus (BPI) :**

Un paquet de mesures a été arrêté par le Gouvernement afin de soutenir les communes dans leurs efforts en matière d'accueil et d'intégration des BPI (circulaire du Ministère de l'Intérieur 3324). Ce paquet de mesures est transposé par une convention conclue entre l'Etat et les communes.

Le paquet contient entre autres des aides financières et administratives afin de faciliter (1) l'accueil et l'intégration des BPI et (2) l'accès au logement de personnes éligibles à des aides au logement locatif conformément à la législation en vigueur.

1. Pour les logements loués par la commune auprès de propriétaires-bailleurs privés, l'Etat prend en charge la différence entre le montant du loyer négocié dans le contrat de bail avec le propriétaire-bailleur privé, jusqu'à concurrence d'un plafond déterminé suivant des modalités définies et le prix de la mise à disposition fixé suivant un barème défini dans la convention-type (le plafond du montant du loyer, subventionné par l'Etat, correspond à un maximum de 80% des prix moyens à la location par commune annoncés par l'Observatoire de l'Habitat.)
2. L'Etat participe à la prise en charge des frais de gestion des logements loués auprès de propriétaires-bailleurs privés à concurrence d'un forfait de 1.200 euros par an et par logement géré.



A qui s'adresser pour obtenir des informations complémentaires ?

Pour proposer des logements pour demandeurs de protection internationale (DPI)

Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)

Section gestion structures

Tél. : 247 – 75709

Pour proposer des logements pour réfugiés reconnus (BPI)

& Aides financières pour communes qui mettent à disposition des logements pour BPI

Ministère de l'Intérieur

Direction du Conseil Juridique au secteur communal

19, rue Beaumont

L-1219 Luxembourg

Steve KEISER

Tél. : 247 – 74627

Cyrille Goedert

Tél. : 247- 74630

Aides financières pour communes qui mettent à disposition des logements pour demandeurs de protection internationale (DPI)

Ministère du Logement

4, place de l'Europe

L - 1499 Luxembourg

Tél. : 247-84800

Pour aller plus loin

Demander le bénéfice du revenu minimum garanti (RMG)
www.guichet.public.lu/citoyens/fr/travail-emploi/activite-professionnelle/mesures-insertion-professionnelle/revenu-minimum-garanti-alloc-complementaire/index.html

Revenu minimum garanti (RMG)
www.fns.lu/prestations/revenu-minimum-garanti-rmg/

Références légales

Loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire
www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2001/0012/a012.pdf#page=2



EXAMEN MEDICAL

Est-ce qu'un examen médical est effectué avant et après l'arrivée du DPI dans la structure d'accueil ?

Oui. Chaque nouvel arrivant est soumis à un examen médical obligatoire par la Division de l'Inspection Sanitaire du Ministère de la Santé. D'une part, il s'agit d'assurer un accueil médico-social et psychologique adéquat pour chaque réfugié accueilli et de dépister d'éventuelles maladies ou troubles psychologiques ; il s'agit aussi de remplir une mission de santé publique en réduisant à un minimum le risque d'importation de maladies infectieuses.

Les demandeurs de protection internationale (DPI) sont convoqués au Centre Médico-Social pour l'examen médical qui doit avoir lieu au plus tard 6 semaines après leur arrivée. En collaboration avec la Ligue médico-sociale, il est procédé au dépistage de problèmes sanitaires. Actuellement, le contrôle sanitaire consiste en un examen médical général, une radiographie des poumons pour dépister la tuberculose et une prise de sang pour les adultes. Les enfants en-dessous de 13 ans auront un test à la tuberculine (injection sous la peau). Une vaccination est également offerte aux DPI (adultes et adolescents à partir de 13 ans) ; pour les enfants un transmis du calendrier vaccinal est donné aux parents pour le médecin-pédiatre.

SOINS MEDICAUX & AFFILIATION A LA CNS

Un DPI est-il affilié dès son arrivée à la CNS ?

Dès l'ouverture d'une demande de protection internationale, chaque DPI contracte une assurance maladie volontaire auprès de la Caisse Nationale de Santé (CNS) par l'intermédiaire de l'OLAI qui payera la cotisation mensuelle pendant toute la durée de la procédure de

protection internationale. Etant donné qu'il y a une période de stage de 3 mois, tout DPI bénéficie pendant cette durée d'une aide médicale moyennant des bons de prise en charge établis par la Division de l'Inspection Sanitaire. Pendant cette période et en cas d'urgence les hôpitaux, les médecins traitants et les pharmacies envoient les factures médicales ensemble avec l'ordonnance médicale à l'OLAI. L'aide médicale comprend la prise en charge des frais résultant de consultations chez des médecins généralistes et spécialistes, frais d'hospitalisation et traitement chirurgical, frais de pharmacie et autres prescriptions médicales. Dans le cas de maladie chronique ou de longue durée, l'Inspection Sanitaire peut accorder des aides particulières.

A partir du moment où l'affiliation à la CNS est effective, le DPI doit régler ses propres factures médicales et payer ses médicaments à la pharmacie. Pour aider les DPI à mieux faire face aux dépenses médicales, l'OLAI prend en charge la part du tiers payant.

L'OLAI ne prend pas en compte des frais liés à des rendez-vous non observés, la participation personnelle aux lunettes pour les adultes ou les frais d'orthodontie. Si une hospitalisation est nécessaire, le DPI doit informer l'assistant(e) social(e) de l'OLAI au préalable, sauf en cas d'urgence.

Est-ce que le DPI peut s'adresser à un prestataire de soins de son choix ?

Oui, comme tout autre résident, un DPI a le libre choix de son médecin.

Est-ce que les DPI peuvent demander la présence d'un interprète lors d'une consultation médicale ?

En cas de besoin, un DPI nouvellement arrivé peut demander la présence d'un interprète lors d'une consultation médicale. La demande doit être adressée au préalable à un(e) assistant(e) social(e) de l'OLAI. En principe, les hôpitaux disposent de leur propre service d'interprétariat.

Quoi faire si un DPI a besoin d'un médecin ?

Si les DPI se trouvent dans la période de stage de 3 mois, ils peuvent s'adresser aux médecins-généralistes qui assurent des consultations 4 fois par semaine dans les locaux de l'OLAI au Kirchberg en présence d'interprètes. Au besoin, le médecin généraliste les transférera chez un spécialiste.

Quoi faire en cas d'urgence médicale ?

En cas d'urgence médicale, les DPI peuvent se rendre dans un hôpital ou appeler une ambulance sans que cela nécessite une autorisation préalable de l'OLAI. Pour assurer une prise en charge des frais d'hospitalisation, il est important d'informer l'assistant(e) social(e) de l'OLAI le plus vite possible. Si les DPI se trouvent dans la période de stage de 3 mois, ils doivent informer l'Inspection Sanitaire.

Comment se déroule l'accompagnement psychologique/psychiatrique des DPI ?

Outre les soins médicaux, les DPI ont également droit à un accompagnement psychologique/psychiatrique. De plus en plus, les foyers des DPI disposent de personnel encadrant (équipe multidisciplinaire composée d'assistants sociaux, psychologues, éducateurs) qui sont en charge notamment de détecter les personnes vulnérables et de mettre en place un suivi médical si nécessaire. Le personnel encadrant est sensibilisé à la reconnaissance précoce des vulnérabilités (troubles psychologiques et/ou psychiatriques en particulier).

Les DPI qui en ont besoin sont orientés vers les services existants: centre de santé mentale et CHNP Ettelbrück (permanences arabophones), etc.

Qu'est-ce qui change après l'obtention du statut de réfugié ou le rejet de la demande ?

A partir du moment où une personne se voit accordée le statut de réfugié ou le statut de protection subsidiaire, le suivi social est assuré par l'Office social du lieu de résidence de la personne et le LSKO, une cellule mobile de la Croix-Rouge, conventionnée par le Ministère de la Famille et de l'Intégration. L'assistant(e) social(e) de l'OLAI collabore avec l'assistant(e) social(e) de l'Office social pendant la période que le DPI est hébergé dans une structure d'accueil étatique. Les frais d'affiliation à la Caisse Nationale de Santé (CNS) des personnes bénéficiaires du statut de réfugié ou de protection subsidiaire sont pris en charge par le Fonds national de solidarité (FNS).

Les déboutés de la procédure de protection internationale doivent se présenter une fois par mois à l'OLAI pour renouveler leur affiliation à la CNS. Si ce délai n'est pas respecté, l'affiliation à la CNS peut être interrompue.



A qui s'adresser pour obtenir des informations complémentaires ?

Examen médical au Centre Médico-Social et permanences médicales aux structures d'accueil pour réfugiés

Division de l'Inspection Sanitaire
Ministère de la Santé
Tél. : 247 - 85650

Affiliation à la CNS et remboursement de frais médicaux

Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)
Secrétariat du Service Social
Tél. : 247 - 75763

Pour aller plus loin

Assurance maladie volontaire

www.guichet.public.lu/entreprises/fr/sante-securite/declaration-secu/affiliation/assurance-maladie/index.html



Est-ce que la scolarisation des enfants DPI est obligatoire ?

Au Luxembourg, la scolarisation des enfants de demandeurs de protection internationale (DPI) de 4 à 16 ans est obligatoire au même titre que pour tout enfant et adolescent habitant le territoire du Grand-Duché, quel que soit le statut des parents.

Comment fonctionne l'inscription scolaire des enfants DPI nouvellement arrivés dans la commune ?

Les enfants de moins de 12 ans sont inscrits au Service scolaire de la commune de résidence, respectivement au secrétariat de la commune.

Les jeunes âgés de 12 ans et plus doivent s'adresser, en vue d'un entretien d'orientation et d'un test scolaire (langues, mathématiques), à la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants (CASNA) du Service de la scolarisation des enfants étrangers (SECAM) au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE). Chaque élève reçoit à la CASNA une recommandation d'orientation, établie sur la base du niveau scolaire atteint dans le pays d'origine et des résultats des tests.

Quel dispositif d'accueil est prévu dans l'enseignement fondamental pour les enfants DPI nouvellement arrivés ?

L'élève nouvellement installé au pays est inscrit, sur décision de l'inspecteur d'arrondissement, dans une «classe d'attache» du cycle correspondant à son âge et à sa préparation antérieure. Les langues de l'école non maîtrisées par l'élève sont apprises en dehors de sa classe d'attache dans le cadre de cours d'accueil.

Dans le cadre de l'afflux massif, des classes spécialisées d'accueil de l'État ont été ouvertes dans certaines structures d'accueil.

Hors des structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale, des classes spécialisées d'accueil

seront créées, au besoin, conformément à la législation en vigueur sur l'accueil d'élèves.

Quel que soit le type de scolarisation, les facultés cognitives de l'enfant sont évaluées et l'enseignement est adapté aux besoins des élèves par l'enseignant titulaire. Un accompagnement est assuré pour faciliter la transition vers les classes régulières.

Quelles ressources sont prévues pour les enfants DPI une fois qu'ils auront intégré une classe régulière ?

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse accorde aux communes qui scolarisent des enfants de demandeurs de protection internationale (DPI) dans une classe régulière un forfait de 991,57 euros par enfant et par année scolaire.

Afin de pouvoir bénéficier de cette aide, la commune concernée doit remplir et renvoyer au Service de l'enseignement fondamental les fichiers EXCEL que celui-ci lui transmet chaque année, en y indiquant le décompte annuel comprenant:

- le relevé des enfants scolarisés ;
- la classe d'affectation ;
- la date d'entrée et de sortie de classe.

Quelles ressources sont prévues pour les enfants BPI une fois qu'ils auront intégré une classe régulière ?

Pour les enfants de bénéficiaires de protection internationale (BPI) qui, suite à une scolarisation dans une classe spécialisée d'accueil de l'État, intègrent une classe régulière de l'enseignement fondamental, **deux leçons hebdomadaires d'enseignement par enfant** sont ajoutées au contingent de leçons d'enseignement fixé par l'organisation scolaire pour l'année scolaire en cours. Ces leçons sont destinées à faciliter l'intégration des enfants concernés dans le cadre scolaire et périscolaire et elles sont accordées au moment de l'intégration de l'enfant dans une classe régulière de l'enseignement fondamental.

Quel dispositif d'accueil est prévu dans l'enseignement post-fondamental pour les jeunes DPI nouvellement arrivés ?

Plusieurs lycées offrent des classes d'accueil, des classes d'insertion, respectivement des classes à régime linguistique spécifique.

Les jeunes DPI vivant dans des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale fréquentent en général une classe d'accueil dans le lycée de proximité, pour une durée maximum d'un an. Les jeunes, après l'évaluation de leurs compétences par la CASNA, disposant d'un niveau suffisant peuvent rejoindre les classes anglophones du Lycée Michel Lucius à Luxembourg.

Pour les jeunes de 16 ans et plus :

- classes d'accueil pour jeunes adultes de 16 à 17 ans (classes CLIJA) ;
- classes d'accueil pour jeunes adultes de 17-24 ans (classes CLIJA+, l'accent est mis sur l'apprentissage des langues) ;
- classe 9+i : cette classe, réservée aux plus de 18 ans, comprend l'enseignement du français (15h/semaine), de l'anglais (6h/semaine) et des mathématiques (6h/semaine). En fonction des résultats individuels, un avis d'orientation est émis pour accéder au DAP, continuer une formation dans le régime technique ou accéder à un bac international ;
- formation aux Centres nationaux de formation professionnelle continue (CNFPC) pour les 16-18 ans :
 - formation préprofessionnelle : cours d'orientation et d'initiation professionnelles (COIP-dpi) : développement d'une langue de communication, mathématiques, compétences transversales ;
 - formation patronale au CNFPC : dans certains domaines professionnels le Centre national de formation professionnelle continue dispense la formation patronale préparant au Certificat de capacité professionnelle et ceci conformément à la loi du 16 mars 2007 portant organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue.

Est-ce que les enfants DPI sont soutenus pour l'acquisition de matériel scolaire ?

L'OLAI soutient les enfants DPI pour l'achat de matériel scolaire sur présentation d'une liste de matériel scolaire émise par l'enseignant et/ou une fiche d'inscription de la commune ou de l'établissement scolaire. La demande se fait auprès du service social de l'OLAI.

Comment bénéficier de l'aide d'un médiateur interculturel ?

Les médiateurs interculturels, parlant entre autres le serbo-croate, l'albanais, l'arabe, le farsi et le russe, ont comme rôle de faciliter la communication entre les enseignants, les familles et les élèves par le biais d'un travail de traduction

orale ou écrite. Les communes et enseignants qui souhaitent bénéficier de leurs services peuvent s'adresser au Service de la scolarisation des enfants étrangers du MENJE.

Comment faire traduire des bilans, des bulletins et des certificats scolaires ?

Il importe que les élèves puissent produire, en cas de retour dans leur pays d'origine, un certificat de scolarisation luxembourgeois.

Pour l'enseignement post-fondamental, certaines traductions peuvent être utilisées en ligne : <https://portal.education.lu/secam/AccueilDesElèves/ausecondaire.aspx#4107509-demandeurs-de-protection-internationale>. D'autres peuvent être réalisées sur demande.

Quelles formations continues spécifiques sont offertes aux enseignants encadrant des enfants DPI ?

En plus des Journées de l'accueil organisées par le SECAM chaque rentrée scolaire pour les titulaires des cours et classes d'accueil et autres formations qui visent l'information sur la procédure d'accueil des DPI et l'approche didactique français langue étrangère (FLE) ainsi que l'alphabétisation des élèves habitués à un autre système d'écriture, l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) offre également de nombreuses formations continues sur le thème des DPI : <https://ssl.education.lu/ifen/web/guest/formation-continue>.


En plus des formations continues spécifiques, le SECAM offre un encadrement (informations sur le matériel didactique) et un soutien pédagogique aux enseignants nouvellement recrutés (séances d'information régulières).

Est-ce que des enfants DPI peuvent participer à des voyages scolaires à l'étranger ?

Les élèves DPI inscrits dans une école ou un lycée peuvent se rendre dans un autre Etat-membre de l'Union européenne ou dans un pays assimilé (la Suisse, le Royaume-Uni) à l'occasion d'un voyage scolaire, à l'exception des Pays-Bas.

A noter que les conditions et les procédures varient en fonction du pays de destination. Les détails sur les modalités pratiques par pays sont regroupés sur le site suivant : <http://www.guichet.public.lu/citoyens/fr/immigration/cas-specifiques/voyages-scolaires/voyages-protection-internationale/index.html>.

La demande de participation doit être faite par l'enseignant(e).

 Avant de faire une demande, il convient de contacter la Direction de l'Immigration afin de vérifier le statut de l'enfant. La demande de participation à un voyage de loisir (envoi des documents dûment remplis à la Direction de l'Immigration) doit être effectuée, 3 semaines avant le départ effectif du voyage.

Est-ce que des enfants DPI peuvent participer à des colonies de vacances à l'étranger ?

Les enfants mineurs qui ne sont pas déboutés de leur demande de protection internationale peuvent être autorisés à participer à des colonies de vacances organisées par des associations caritatives comme la Croix-Rouge ou la Caritas.

Uniquement la Suisse et la France acceptent exceptionnellement le document «liste scolaires » pour les colonies de vacances. Pour se rendre en Suisse il faut absolument transiter à travers la France.

La demande de participation doit être faite par l'ONG.

Quelles autres aides financières sont prévues pour les jeunes DPI fréquentant un lycée ?

Les jeunes DPI ont la possibilité de demander, sur présentation de l'attestation rose ou verte, la gratuité des repas dans leur lycée. Les frais sont pris en charge par le Service de la restauration scolaire – Restopolis du MENJE.

Aides scolaires pour élèves DPI

Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)

Secrétariat du Service Social

Tél. : 247 – 75763

Pour aller plus loin

Effectuer un voyage scolaire en tant que jeune demandeur de protection internationale

www.guichet.public.lu/citoyens/fr/immigration/cas-specifiques/voyages-scolaires/voyages-protection-internationale/index.html

Références légales

Règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays

www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2009/0144/2009A1992A.html



A qui s'adresser pour obtenir des informations complémentaires ?

Scolarisation des enfants DPI

Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Service de la scolarisation des enfants étrangers

Monique DA COSTA

Tél. : 247 – 85136

Eliane KETTELS

Tél. : 247 – 85207

Aides financières aux communes

Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Service de l'enseignement fondamental

Jean SCHRAM

Tél. : 247 – 85119

Médiation interculturelle & traductions

Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Service de la scolarisation des enfants étrangers

<https://portal.education.lu/secam/M%C3%A9diateurs>

Elida ADROVIC : tél. : 247 – 85909

Voyages scolaires à l'étranger

Ministère des Affaires étrangères et européennes

Direction de l'immigration

Nadine SCHUMACHER : tél. : 247 88333

Monique SCHILTZ : tél. : 247 84553



Est-ce que des parents DPI et BPI ont accès au chèque-service accueil ?

Tout parent demandeur de protection internationale (DPI) ou bénéficiaire de la protection internationale (BPI) a accès au dispositif du chèque-service accueil au même titre que les autres résidents.

Le chèque-service accueil bénéficie particulièrement aux enfants exposés au risque de pauvreté et menacés d'exclusion sociale, qui peuvent se voir accorder jusqu'à 25 heures d'accueil éducatif hebdomadaire gratuites et 35 heures d'accueil éducatif hebdomadaire à 0,50 € par heure et par enfant.

Quelles sont les démarches pour adhérer au dispositif du chèque-service accueil ?

Les parents DPI qui désirent que leur enfant bénéficie du « Chèque-Service Accueil » doivent demander une attestation auprès de l'OLAI avec laquelle ils doivent se rendre auprès de l'Administration communale de leur résidence.

Les parents bénéficiaires de la protection internationale (BPI) doivent se rendre à leur commune de résidence, muni d'un certificat établi par le Fonds national de solidarité attestant qu'ils sont actuellement bénéficiaires d'une prestation RMG.

La carte d'adhésion, qui reprend les données individuelles de l'enfant (nom, prénom et adresse), est valable pour 12 mois et doit être renouvelée à chaque date anniversaire.

Est-ce que des parents DPI peuvent faire garder leur(s) enfant(s) dans une structure de garde ?

Tout parent DPI peut postuler aux différentes structures de garde telles que les crèches, foyers de jour, garderies, assistance parentale ou maisons relais. Les inscriptions se font directement auprès de l'établissement. Toute prise en charge d'un enfant, DPI/BPI ou non DPI/BPI, fait en principe l'objet d'un contrat entre la structure et les parents de

l'enfant. La priorité peut être donnée, selon des critères spécifiques, aux enfants de familles monoparentales, aux enfants de parents à bas revenus, aux enfants de parents qui ont une activité professionnelle ou aux enfants à besoins spécifiques.

Chaque commune ou structure de garde privée est libre de décider si elle souhaite offrir ses services de garde gratuitement aux parents DPI/BPI.

Est-ce que les parents DPI/BPI peuvent utiliser le chèque-service pour des activités de vacances ?

Pour les enfants qui vivent dans les ménages bénéficiaires du revenu minimum garanti et les enfants exposés au risque de pauvreté, le dispositif du chèque-service accueil leur offre la possibilité de participer gratuitement à une ou plusieurs activités de vacances et ceci pendant au maximum 4 semaines. Sont notamment reprises les activités de vacances organisées par le Service national de la jeunesse, Caritas, la Croix-Rouge luxembourgeoise, le Foyer de la femme, les mouvements de scouts et de guides, etc.

Est-ce que les parents DPI/BPI peuvent utiliser le chèque-service pour une école de musique ?

La modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, votée le 23 février 2016, prévoit la suppression des institutions d'enseignement musical du dispositif des chèque-service accueil. Le Gouvernement a cependant mis en place un modèle de soutien de substitution : une aide aux parents pour une prise en charge du minerval.

L'aide est allouée aux parents d'enfants nés après le 1er janvier 2003 et dont la communauté domestique dispose d'un revenu inférieur à trois et demi fois le salaire social minimum. Pour des communautés domestiques avec plusieurs enfants de moins de 18 ans à charge, le salaire social minimum pourra dépasser le montant énoncé de 500 euros par enfant. L'aide n'est pas accordée pour la taxe non-résident. Les conditions d'octroi pour les parents DPI/BPI sont les mêmes que pour tout autre parent. Les parents sollicitent l'aide en question auprès du

Commissariat à l'enseignement musical par le biais d'un formulaire (www.ugda.lu/Portals/d2b5b97e-2ab4-4260-b05d-7f2ac45fef37/Formulaire%20demande%20subvention%20minerval%202016-2017.pdf) qui leur est distribué lors de l'inscription dans un établissement d'enseignement musical reconnu par la loi.

Est-ce que les communes peuvent profiter d'aides financières pour l'encadrement périscolaire d'enfants BPI ?

Encadrement périscolaire (3-17 ans) : Dans certaines structures d'accueil pour DPI, les enfants peuvent être pris en charge sur place.

Pour les enfants inscrits dans une Maison relais, en sus de la participation de l'État dans le financement des frais de fonctionnement acceptés suivant les termes des conventions relatives aux services d'éducation et d'accueil pour enfants sur base de la loi dite ASFT, l'État participe aux frais de prise en charge d'enfants de bénéficiaires de protection internationale ou de personnes bénéficiant de la protection subsidiaire, à titre forfaitaire de 100 euros par mois et par enfant. La régularisation de cette participation de l'État au gestionnaire du service d'éducation et d'accueil se fait au moment du décompte annuel afférent à titre «d'aide réfugiés».

Pour aller plus loin

Faire garder son enfant dans une structure d'accueil ou par un assistant parental

www.guichet.public.lu/citoyens/fr/famille/parents/garde-enfants/garde-structure-accueil/index.html

Bénéficier du chèque-service pour l'accueil extrascolaire d'un enfant

www.guichet.public.lu/citoyens/fr/enseignement-formation/education-precoce/parascolaire/demarche-cheque-service/index.html

Chèque-service accueil : réseau des prestataires

www.guichet.public.lu/citoyens/fr/famille/parents/garde-enfants/cheque-service-reseau/index.html

Références légales

Règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le «chèque-service accueil»

www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2009/0026/2009A0376A.html



A qui s'adresser pour obtenir des informations complémentaires ?

Emission d'un certificat pour bénéficier du chèque service

Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)

Secrétariat du Service Social

Tél. : 247 – 75763

Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Service de l'éducation et de l'accueil

Patrick HIERTHES, Tél : 247 - 86521

Marcia PROIETTI

Tél. : 247 – 86547

Obtention d'une aide étatique aux parents d'élèves dans l'enseignement musical

Ministère de la Culture

Commissariat à l'enseignement musical

2, rue Sosthène Weis

L-2722 Luxembourg

Debora ROLLINGER, Tél : 247 - 86611



Un DPI peut-il suivre des cours de langue ?

Dès son arrivée au Luxembourg, un demandeur de protection internationale (DPI) peut suivre un cours de langue auprès de l'Institut national des langues (INL), auprès des lycées offrant des cours ou auprès des associations et communes conventionnées avec le Service de la formation des adultes du MENJE.

L'Institut national des langues (INL) offre à Luxembourg et à Mersch des cours de langues pour adultes. Les inscriptions se font à travers le site Internet de l'INL (www.inll.lu).

Le catalogue complet, qui comprend toute l'offre de cours et de formations pour adultes peut être retiré au Service de la formation des adultes ou consulté en ligne sur :

www.men.public.lu/catalogue-publications/adultes/informations-generales-offre-cours/cours-adultes/15-16.pdf

Les cours sont aussi publiés sur www.lifelong-learning.lu/

Comment un DPI peut-il profiter de cours de langues à tarif réduit ?

Afin de pouvoir bénéficier d'un bon à tarif réduit, un DPI doit se présenter à la permanence sociale de l'OLAI (lundi, mercredi et vendredi de 9h à 11h ; mardi et jeudi de 14h à 16h), à l'adresse suivante : 7-9 avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Le DPI paie des frais d'inscription réduits de 10€ par cours (cycle complet). Un taux de présence de 70% aux cours et un bilan de compétence sont requis afin de pouvoir obtenir un second bon de réduction. Pour les cours de l'INSL, le taux de présence doit être de 80% par mois.

A quelles autres formations pour adultes un DPI a-t-il accès ?

Les cours organisés par le Service de la formation des adultes (SFA) dans les lycées classiques et techniques et les cours conventionnés des communes et associations sont accessibles aux demandeurs de protection internationale.

Des cours d'instruction de base (apprendre à lire, écrire ou calculer) sont offerts par le Service de la formation des adultes et ses partenaires conventionnés dans différentes localités. Ils sont gratuits et également accessibles aux demandeurs de protection internationale.

Le SFA avec les lycées offre des cours de 2e voie de qualification : 9es, 10e-13e administrative et commerciale, 3e-1e G, 10e-11e PS, 10e-11e TE.

Le catalogue de la formation des adultes : www.men.public.lu/catalogue-publications/adultes/informations-generales-offre-cours/cours-adultes/15-16.pdf

Les cours sont publiés sur www.lifelong-learning.lu/

Un jeune DPI peut-il suivre des formations professionnelles ?

Oui, des formations préprofessionnelles et des formations professionnelles aux Centres nationaux de formation professionnelle continue (CNFPC) sont possibles pour les jeunes DPI âgés entre 16 et 18 ans.

Le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse propose également des formations professionnelles à des jeunes immigrés **âgés entre 17 et 24 ans** et arrivés depuis peu au Luxembourg.

Les personnes intéressées peuvent demander un rendez-vous à la Cellule d'accueil scolaire pour nouveaux arrivants (CASNA), qui fera un bilan de compétences et informe sur les possibilités de suivre une formation professionnelle.

Un jeune DPI peut-il s'inscrire à l'Ecole de la deuxième chance ?

Oui, dans la limite des places disponibles. Actuellement une classe est spécifiquement conçue pour les DPI majeurs. Pour plus d'informations contactez la CASNA.

Quelles aides financières sont prévues pour les communes qui offrent aux DPI des formations pour adultes ?

Les communes qui ont signé une convention avec le Service de la formation des adultes (SFA) du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse peuvent demander un avenant à la convention existante s'il est nécessaire d'organiser des cours supplémentaires dans le cadre de l'accueil massif de demandeurs de protection nationale.

Les communes qui n'ont pas encore signé de convention peuvent à tout moment le faire. Les avantages de cette approche sont multiples :

- aide à l'intégration locale ;
- offre régionalisée, diversifiée et adaptée à l'hétérogénéité de la population des DPI ;
- possibilité de réagir à court terme.

Le dispositif comprend deux volets :

1. le label de qualité : pour obtenir ce label, il faut entre autres
 - accorder un tarif d'inscription réduit de 10€ par cours aux personnes nécessiteuses (dont les DPI) ;
 - avoir recours à des formateurs agréés (le SFA peut fournir des listes) ;
 - émettre des certificats nationaux aux participants.

Contact : SFA au N° gratuit 8002 4488

2. la subvention : Pour les cours qui disposent du label de qualité, le SFA accorde aux communes une subvention de 15 € par heure de cours.

Quels outils pédagogiques sont disponibles pour faciliter l'intégration linguistique des DPI adultes ?

L'action « Éischt 100 Wierder Lëtzebuergesch » a été conçue par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour mettre en contact les demandeurs de protection internationale avec le luxembourgeois et le monde éducatif.

L'approche est :

- multilingue, mettant en avant le luxembourgeois tout en valorisant les autres langues du pays ainsi que la langue maternelle des participants ;
- interactive et ludique, favorisant la pratique du luxembourgeois.

Le Service de la formation des adultes met le matériel didactique utilisé dans ces cours à la disposition des organismes de formation, des associations et des bénévoles qui encadrent et accueillent des personnes qui veulent s'intégrer au Luxembourg : www.men.public.lu/fr/formation-adultes/Family-learning/pdf-100-Wierder.pdf

Autre matériel utile dans ce contexte : "Luxembourg 2015" les 14 infographies sur le Grand-Duché de Luxembourg du SIP/STATEC www.statistiques.public.lu/fr/actualites/territoire/territoire-climat/2015/08/20150812/index.html



A qui s'adresser pour obtenir des informations complémentaires ?

Formation préprofessionnelle et formation professionnelle pour jeunes (16-24 ans)
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Cellule d'accueil scolaire pour nouveaux arrivants (CASNA)

58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte
L-1330 Luxembourg
Tél. : 247-85277 ; 247-75277 ; 247-85207

Institut national des langues (INL)

Guichet d'accueil et renseignements
15, rue Léon Hengen
L-1745 Luxembourg
Tél. : 26 44 30 1

Service de la formation des adultes (SFA)

12-14 avenue Emile Reuter (adresse des bureaux)
Adresse postale :
29, rue Aldingen
L-2926 Luxembourg
Tél. gratuit : 8002 44 88
sfa@men.lu

Pour aller plus loin :

L'Institut national des langues (INL)
www.inl.lu

Le catalogue de la formation des adultes
www.men.public.lu/catalogue-publications/adultes/informations-generales-offre-cours/cours-adultes/15-16.pdf
www.lifelong-learning.lu/

Références légales

Loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg
www.legilux.public.lu/leg/a/archives/1991/0046/1991A09651.html

Règlement grand-ducal du 31 mars 2000 ayant pour objet de fixer les modalités des contrats conventionnant des cours pour adultes et les conditions d'obtention d'un label de qualité et d'une subvention
www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2000/0034/2000A08461.html

Règlement grand-ducal du 23 avril 2013 fixant le montant du droit d'inscription à payer lors de l'admission à un cours d'intérêt général organisé par le Service de la formation des adultes

www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2013/0084/a084.pdf

Règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 fixant les modalités d'application de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2001/0012/a012.pdf#page=2



Sous quelles conditions un DPI a-t-il accès au marché du travail ?

Un demandeur de protection internationale (DPI) peut déposer une demande en obtention d'une « autorisation d'occupation temporaire » (AOT) auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) **au plus tôt 6 mois après** l'introduction de sa demande de protection internationale, si une **décision sur sa demande de protection internationale n'a pas été prise** par le ministère des Affaires étrangères et européennes, et à condition que le retard de la prise de décision ne puisse pas être imputé au demandeur de la protection internationale.

La demande en obtention d'une AOT doit être introduite conjointement par le salarié et l'employeur.

Tout employeur doit, avant d'envisager l'embauche d'un DPI, déclarer le poste vacant à l'ADEM. Si endéans les trois semaines, l'ADEM n'a pas proposé de candidat correspondant au profil demandé, le DPI peut introduire sa demande d'AOT.

Cette AOT est valable pour une seule profession et pour un seul employeur et sera d'une durée maximale de 6 mois renouvelable. Elle ne donne pas droit à un titre de séjour, ni à l'octroi d'éventuelles indemnités de chômage. L'autorisation d'occupation temporaire est accordée ou refusée par le ministre ayant l'immigration dans ses attributions.

Qu'est-ce qui change après qu'un DPI reçoit le statut de réfugié ?

Chaque personne ayant obtenu le statut de réfugié ou de protection subsidiaire a, comme tout autre résident, un libre accès au marché de l'emploi luxembourgeois. Si la demande de protection internationale est définitivement rejetée, l'AOT prend également fin.

De quelles aides matérielles un DPI ayant une activité rémunérée peut encore profiter ?

L'aide matérielle spécifiquement prévue et réservée aux demandeurs de protection internationale est recalculée par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) dès l'obtention d'une « autorisation d'occupation temporaire » (AOT).

Un DPI qui poursuit une activité rémunérée et séjourne dans une structure d'accueil de l'OLAI est dans l'obligation de participer aux frais d'hébergement.

Quelles mesures d'intégration sur le marché de travail sont prévues pour les DPI/réfugiés ?

Les DPI nouvellement arrivés au Luxembourg sont souvent confrontés à certaines difficultés lorsqu'ils débutent leurs parcours d'insertion dans le marché de l'emploi luxembourgeois : non-maîtrise des langues officielles, non-reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger, absence d'expérience professionnelle au Luxembourg, et manque de connaissance des techniques de recherche d'emploi. Pour faire face aux difficultés rencontrées, les assistantes sociales de l'OLAI informent les DPI sur les démarches à faire pour obtenir une AOT et les orientent vers les services existants, tel que l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM).

Un bénéficiaire de la protection internationale ou subsidiaire peut s'inscrire au JobBoard, une plateforme interactive proposée par l'ADEM qui permet aux demandeurs d'emploi de mettre leur CV en ligne pour augmenter leurs chances de trouver un employeur : www.adem.public.lu/fr/jobboard/index.html

Un DPI peut-il effectuer des activités de bénévolat ?

Un DPI en cours de procédure peut exercer une activité bénévole non rémunérée sans que cela nécessite un permis de travail.

Formation préprofessionnelle et formation professionnelle - jeunes de 16 à 18 ans

Voir chapitre « Accès à la formation professionnelle & aux cours de langue »



A qui s'adresser pour obtenir des informations complémentaires ?

Obtention d'une « autorisation d'occupation temporaire » (AOT)

Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)
Service de la « Main d'œuvre étrangère »

Laurent PEUSCH

Tél. : 247-88888

Info.moe@adem.etat.lu

Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)

Secrétariat du Service Social

Tél. : 247 - 75763

Pour aller plus loin :

Se faire embaucher en tant que demandeur de protection internationale

www.guichet.public.lu/citoyens/fr/immigration/cas-specifiques/protection-internationale/autorisation-occupation-temporaire/index.html

Engagement d'un salarié demandeur de protection internationale

www.adem.public.lu/fr/employeurs/recruter/recruter-international/Embauche-ressortissant-pays-tiers/index.html

JobBoard de l'ADEM

www.adem.public.lu/fr/jobboard/index.html

Références légales

Loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2015/0255/index.html



Quand est-ce qu'un DPI a droit au revenu minimum garanti (RMG) ?

Un DPI n'a pas droit au RMG au cours de sa procédure. Il peut en profiter après obtention du statut de bénéficiaire de protection internationale (BPI), s'il remplit les conditions d'octroi en vigueur.

Quelles sont les démarches pour en profiter ?

Dès obtention du statut de protection internationale, le bénéficiaire a les mêmes droits que les autres résidents au Luxembourg. Les démarches et conditions pour l'obtention du RMG sont donc les mêmes que pour les autres résidents. Avec la seule exception que l'accès au RMG n'est pas lié à une condition de durée de résidence, comme par exemple pour les ressortissants des pays tiers.

Quels sont les montants attribués au bénéficiaire du RMG ?

Les montants attribués au BPI sont les mêmes que ceux alloués à tout autre résident du Luxembourg ayant droit au RMG. La composition de ménage définit le montant alloué.

Qu'en est-il de la composition de ménage si un bénéficiaire vit en colocation ?

Le RMG est fixé en fonction de la composition de ménage du demandeur. Chaque personne vivant dans un ménage est pris en compte, même si les personnes vivent en colocation.

Le Fonds National de Solidarité analyse les demandes en fonction des revenus du ménage : sont calculés les revenus respectifs des membres de la communauté domestique (colocation, famille, cohabitation ou autre). S'il est considéré que la communauté domestique peut subvenir aux besoins de toutes les personnes en faisant partie, le RMG peut être refusé.

Qu'est-ce qu'une communauté domestique ?

Une communauté domestique est constituée de toutes les personnes qui résident dans le cadre d'un foyer commun, dont il faut admettre qu'elles disposent d'un budget commun et qui ne peuvent fournir des preuves matérielles qu'elles résident ailleurs.



A qui s'adresser pour obtenir des informations complémentaires ?

Fonds national de solidarité

8-10, rue de la Fonderie
L-1531 Luxembourg
Adresse Postale : B.P. 2411
Grand-Duché de Luxembourg
Tél. : (+352) 49 10 81-1
E-mail : fns@secu.lu

Service national d'action sociale

12-14, avenue Emile Reuter
L-2420 Luxembourg
L-1024 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg
Tél. : (+352) 247-83636

Pour aller plus loin :

Revenu minimum garanti
www.guichet.public.lu/citoyens/fr/travail-emploi/activite-professionnelle/mesures-insertion-professionnelle/revenu-minimum-garanti/index.html
www.fns.lu/prestations/revenu-minimum-garanti-rmg/

Références légales

Règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 fixant les modalités d'application de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2001/0012/a012.pdf#page=2



Est-ce que l'établissement de licences à des bénéficiaires de la protection internationale (BPI) est possible ?

Les bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) sont éligibles pour une licence avec une durée déterminée. Pour demander une licence, le demandeur devra fournir via son club sportif à la fédération compétente les documents suivants :

- la demande de licence. Cette demande devra être signée par le tuteur en cas de mineur ;
- une copie du titre d'identité ;
- un titre de séjour, attribué avec le statut de la protection internationale.

Dans un deuxième temps, la personne concernée devra passer les examens du contrôle médico-sportif (sauf pour les types de licence, qui ne demandent pas d'examens médico-sportifs).

Une fois tous les documents reçus et le test médico-sportif réussi (si exigé pour le type de licence), la fédération pourra délivrer au titulaire une licence officielle temporaire, qui comprend la durée du titre de séjour (au cas où cette durée est inférieure à la durée normale d'une licence officielle). En cas de prolongation du titre de séjour, la licence pourra être renouvelée.

Est-ce que l'établissement de licences à des demandeurs de la protection internationale (DPI) est possible ?

Les enfants et jeunes, en dessous de l'âge de participer à un championnat senior ou en dessous de 16 ans pour les fédérations n'ayant pas fixé d'âge minimum pour le championnat, sont éligibles pour une licence.

Le séjour légal de ces enfants ou jeunes doit aussi être vérifié et certifié tous les mois par un tampon sur l'attestation d'enregistrement (« papier rose »). Une licence officielle ne pourra être établie que pour la durée de séjour légal au Luxembourg. Le club accueillant l'enfant ou le jeune DPI et

demandant l'établissement de la licence est responsable du contrôle de la validité de l'attestation d'enregistrement.

Les adultes ou jeunes, au-dessus de l'âge de participer au championnat senior ou > 16 ans, ne sont pas éligibles pour une licence. Cependant la participation à des entraînements ou à d'autres activités non officielles en relation avec la vie sportive d'un club est possible.

Quelle est la couverture en cas de sinistre lors d'activités sportives dans un club (entraînement, matchs, stages, ...) ?

Assurance individuelle accident conclue par le Ministère des Sports :

Les DPI/BPI détenteurs de licence, sont comme tout autre titulaire de licence, couverts par une assurance individuelle accident.

Le champ d'application de cette assurance comprend la couverture des assurés contre les conséquences pécuniaires qui peuvent résulter de lésions corporelles ayant pour cause directe et exclusive un accident survenu lors de l'exercice des activités sportives tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger au cours d'un stage, d'un entraînement, d'une compétition, d'un match ou d'un concours, organisés par ou sous le contrôle d'une fédération sportive ou d'une société affiliée, ou visant le perfectionnement sportif de l'assuré dans sa discipline.

Pour les DPI, qui ne sont pas éligibles pour une licence mais participent à des entraînements, une dérogation a été négociée par le Ministère des Sports et ils tombent désormais sous la même couverture de sinistres que les détenteurs de licence.

Assurance responsabilité civile conclue par le Ministère des Sports :

Les DPI/BPI détenteurs de licence, sont comme tout autre titulaire de licence, couverts par une assurance responsabilité civile.

Le champ d'application de cette assurance comprend

la couverture des conséquences pécuniaires en cas de dommages corporels ou matériels causés à des tiers et provenant directement ou indirectement du fait

- de leurs activités en relation avec l'organisation ou le déroulement de compétitions sportives, séances d'entraînement et/ou de perfectionnement, d'initiation ou de promotion sportives ;
- ou en relation avec des activités non sportives qui ont lieu à l'occasion ou dans le cadre d'une manifestation sportive ou qui sont réservées principalement aux licenciés, membres ou collaborateurs, licenciés ou non, bénévoles ou non, du COSL, des fédérations ou clubs assurés.

Pour les DPI, qui ne sont pas éligibles pour une licence mais participent à des entraînements ou à d'autres activités non officielles en relation avec la vie sportive d'un club, une dérogation a été négociée par le Ministère des Sports et ils sont désormais assurés en cas de dommages causés à des tiers.

Est-ce que les DPI/BPI ont le droit de voyager à l'étranger dans le cadre de compétitions nationales ou internationales ?

Les bénéficiaires de la protection internationale (BPI) ont le libre droit de voyager, sauf dans leur pays d'origine.

Cependant pour les DPI, la situation se présente différemment. Etant donné qu'ils n'ont pas encore de titre de séjour, ils n'ont pas le droit de dépasser la frontière luxembourgeoise. En cas de compétitions nationales très éloignées, par conséquent, il faudra traverser le Grand-Duché de Luxembourg, même si le trajet par l'étranger est plus court et/ou vite.



A qui s'adresser pour obtenir des informations complémentaires ?

Etablissement de licences à des personnes DPI/BPI :

Comité olympique et Sportif Luxembourgeois

3, route d'Arlon

L-8009 Strassen

Sam KRIES, tél. : 48 80 48 202, email : skries@cosl.lu



Le Bénévolat auprès de demandeurs de protection internationale (DPI), réfugiés reconnus ou bénéficiaires de la protection internationale (BPI).

Qu'est-ce que le bénévolat ?

Le bénévolat est « l'engagement libre et gratuit de personnes qui agissent, pour d'autres ou pour l'intérêt collectif, dans une structure débordant celle de la simple entraide familiale ou amicale ».

Qu'est-ce qu'un DPI/BPI ou réfugié reconnu ?

Pour comprendre la situation de la personne que l'on souhaite aider et soutenir dans ses efforts d'intégration, il faut distinguer entre un DPI et un réfugié ou BPI (voire rubrique « la procédure d'asile »).

Comment entrer en contact avec les DPI / BPI ?


Vous pouvez organiser une journée porte ouverte dans votre commune ou dans votre association locale. Ces manifestations sont toujours une bonne opportunité de nouer des liens entre résidents. Vous pouvez également inviter les résidents de structures d'hébergement à participer à des fêtes traditionnelles ou folkloriques, ce qui leur permettra également de connaître la culture du pays.

L'OLAI n'est ni compétent, ni responsable pour l'organisation logistique d'actions de bénévolat ou du suivi de projets de bénévolat, mais les agents de l'OLAI restent à tout moment disponibles pour conseiller, orienter et guider toute personne souhaitant aider les DPI/BPI.

L'OLAI peut vous aider à promouvoir des activités ou des projets auprès des DPI en les affichant dans ses locaux ou lors des réunions d'informations qui se tiennent régulièrement avec les agents du service social.

Les associations gestionnaires de l'OLAI sont également à votre écoute et peuvent, dans le cadre de leurs missions associatives, vous soutenir dans l'organisation d'activités structurées ou la réalisation de projets avec les DPI/BPI.

Pour des raisons de sécurité (en cas d'incident, d'incendie ou pour des raisons de santé publique), les visiteurs souhaitant accéder à la structure d'hébergement sont priés de s'identifier à l'accueil et / ou de s'inscrire sur un registre de présence.

 On ne peut jamais assez souligner l'importance de l'implication de la population et saluer l'élan de solidarité du Luxembourg. Le contact et les échanges avec la population locale sont un puissant facteur d'intégration et ne peuvent être que soutenus !

Comment organiser une activité ou un projet ?

Il appartient aux initiateurs et bénévoles eux-mêmes de mettre en place les moyens logistiques et humains pour les activités et projets qu'ils souhaitent réaliser. L'OLAI soutient pourtant toutes les initiatives pour venir en aide aux DPI / BPI dans les structures d'hébergement et transmet avec plaisir les invitations et toute information sur un projet aux résidents.

Si une organisation ou une personne privée souhaite organiser des activités ou un projet avec les résidents de structures d'hébergement, il suffit de contacter l'OLAI via un(e) assistant(e) sociale, ou le gestionnaire de la structure d'hébergement, pour transmettre les informations nécessaires aux participants. Les personnes intéressées seront alors libres de participer.

Les gestionnaires de structures d'hébergement transmettent l'information sur l'organisation d'activités dans les foyers à l'OLAI, autorité responsable, pour information.

Que faut-il indiquer sur une invitation ? A quoi faut-il penser ?

- Lieu et horaires de l'activité ;
- transports publics / moyens de transports organisés pour accéder au lieu prévu ;
- personne de contact / organisateur ;
- délais pour l'inscription (si nécessaire) ;
- déroulement de l'activité, pour que les parents puissent

- organiser une garde d'enfant et pour prévoir les départs / retours ;
- limite d'âge ;
- matériel ou vêtements particuliers à prévoir ;
- déjeuner et boissons incluses ;
- assurances ;
- nombre de personnes encadrantes (minimum 1 adulte par 10 enfants).

L'OLAI n'est pas en mesure d'offrir une participation aux frais ou d'organiser une assurance ou un lieu pour des activités ayant lieu à l'extérieur des foyers.

Que faut-il faire pour devenir bénévole ?

- Contacter l'Agence du bénévolat : pour toute question relative au bénévolat en générale et pour connaître les offres de bénévolat actuelles. En 2016, l'Agence a lancé une formation destinée aux bénévoles qui souhaitent s'engager auprès des DPI / BPI, en collaboration avec l'ASTI, Croix-Rouge, Caritas et Reech eng Hand. Cette formation aborde les sujets suivants : le contexte géopolitique, historique et flux migratoires, le contexte juridique et social de la procédure d'asile, parcours et expériences de vie (réfugiés et bénévoles) et une introduction à l'interculturalité.
- Contacter directement les associations partenaires de l'OLAI, qui sont gestionnaires de certains des foyers de l'OLAI : Caritas et Croix-Rouge. De nombreuses autres initiatives se sont créées depuis le début de l'afflux massif et sont présentes sur les réseaux sociaux.
- Désigner un agent communal (p.ex. chargé à l'intégration, chargé à l'égalité des chances, etc.) comme personne de contact du bénévolat pour les habitants de la commune et pour les gestionnaires de structures d'hébergement pour DPI.
- Discuter avec les professionnels du terrain lors des portes ouvertes des structures non encore habitées ou des soirées d'informations (Biergerversammlungen) dans la commune.

Convention de bénévolat

- Tout bénévole souhaitant s'impliquer dans des activités ou un projet ayant lieu **à l'intérieur** d'une structure d'hébergement ou qui souhaite coordonner un projet de bénévolat avec des DPI **sur la durée** doit signer une convention de bénévolat avec l'association gestionnaire du foyer, ou à défaut, avec l'OLAI.
- Les associations gestionnaires et l'OLAI sont en contact régulier et se sont accordées sur le contenu d'une telle convention.
- En signant cette convention, le bénévole s'engage à respecter la confidentialité des données liées à la demande de protection internationale et à respecter le règlement d'ordre intérieur applicable à toutes les structures.
- Cette convention prévoit une assurance « accident de travail », ainsi qu'une assurance « responsabilité civile » pour le bénévole (personne privée qui agit

hors ASBL). Il appartient aux associations / ONG ou aux personnes privées d'organiser une assurance lors de déplacements, de manifestations ou de loisirs en extérieur des structures d'hébergements.

Quelles sont les conditions à remplir ?

- Les bénévoles souhaitant s'engager aux côtés de DPI mineurs doivent fournir un extrait de leur casier judiciaire vierge datant de moins de trois mois au moment de leur engagement.
- Le bénévolat devrait être un engagement long terme de préférence.
- Respecter le règlement intérieur des structures d'hébergement.
- Organiser le transport et le matériel nécessaire.

Que faire en cas de problèmes ou d'accident ?

Tout incident, difficulté ou besoin particulier est à signaler immédiatement à l'assistant(e) sociale de référence du ou des DPI(s) et à la personne de référence du bénévole au sein de l'organisme gestionnaire de la structure d'hébergement. L'accompagnement social et psychologique n'est pas la tâche des bénévoles, mais doit être fait exclusivement fait par les professionnels de l'OLAI.

Dans quel domaine puis-je être actif ?

- Recherche / mise à disposition d'un logement ;
- recherche d'emploi ou mise en réseau avec des employeurs potentiels ;
- démarches administratives auprès de la commune / poste / banque ;
- apprendre le luxembourgeois ou le français ;
- s'orienter avec les transports en commun ;
- comprendre la vie au Luxembourg (folklore, us et coutumes, habitudes, mentalité) ;
- découvrir la région ;
- expliquer les bases de vie quotidienne.
- devoirs à domicile ;
- accompagnement aux cours de sport / cours de musique / activités de loisirs ;
- collectes de dons : pensez à prévoir un endroit pour stocker les collectes et n'acceptez que les vêtements et objets dont les DPI ont vraiment besoin. Il peut être utile de rencontrer d'abord les personnes et de leur demander de quoi ils ont besoin.

Existent-ils des activités offertes par les institutions publiques ?

Le Ministère d l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse organise des cours de langue localement et dans des lycées. Des cours supplémentaires ont été mis en place pour compléter l'offre existante, avec l'aide de professeurs retraités.

Des activités et un accompagnement social sont organisés dans toutes les structures d'hébergement pour DPI. Certains foyers sont en gestion privée, sans personnel d'encadrement sur place. Les habitants de ces foyers sont évidemment informés par leur assistant(e) sociale de l'offre

existante de cours et d'activités et sont redirigés vers les associations et clubs locaux.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région soutient de nombreuses actions associatives qui peuvent venir en aide aux communes, soit par conventionnement, soit en accordant des fonds européens via le Fonds européen « Asile, migration et intégration ».

Les communes ont également la possibilité de demander des subsides à l'OLAI pour obtenir un co-financement, à hauteur de 50% maximum du coût total et dans la mesure des fonds disponibles, d'actions en faveur de l'intégration. Pour faire la demande de cofinancement, les administrations communales sont invitées à remplir la fiche de candidature et à l'envoyer à l'OLAI (Nathalie Medernach, OLAI, 5, rue Carlo Hemmer, L-1734 Luxembourg, nathalie.medernach@olai.etat.lu).

Quid des activités payantes, tel que le cinéma ?

Le Kulturpass, mis en place par l'ASBL Cultur'All, le ministère de la Culture, le ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et le Fonds national de la solidarité, a pour objectif de favoriser l'accès égalitaire à la culture et aux loisirs de personnes et groupes socialement défavorisés. Des actions de médiation et d'animation culturelles viennent le compléter.

Ce passeport culturel permet un accès gratuit aux musées, et pour une somme modique, aux spectacles et manifestations des opérateurs culturels partenaires du projet.

www.guichet.public.lu/citoyens/fr/loisirs-benevolat/culture-tourisme/activites-culturelles-lux/demande-kulturpass/index.html

! L'accès aux structures d'hébergement

Un foyer est un lieu d'habitation privé, comparable à un immeuble résidentiel ou à une collocation, si plusieurs personnes se partagent une chambre. Certains résidents ne souhaitent pas que des activités soient organisées dans leur espace privé et préfèrent ne pas voir de personnes inconnues entrer et sortir de leur habitation. Il est important de respecter cela !

Aussi, l'expérience a montré qu'il est préférable d'organiser des activités et loisirs en dehors des locaux des foyers pour permettre aux DPI / BPI de se familiariser avec la commune de résidence, de découvrir les lieux sociaux et trouver leurs repères au sein de la population locale.

Le bien-être, le respect de la vie privée de tous les résidents des structures d'hébergement et la sécurité des résidents des structures d'hébergement sont des priorités absolues

pour l'OLAI ! En raison de la confidentialité des données personnelles et pour des raisons de sécurité, de santé publique ou pour toute autre raison susceptible d'entraver ou de perturber le bon fonctionnement de la structure, l'OLAI se réserve le droit d'autoriser ou non l'accès de personnes tierces aux structures.

Comprendre les limites de l'engagement bénévole

Il arrive que l'offre dépasse la demande. De nombreux projets et activités ont pu être mis en place grâce à des personnes bénévoles. Il peut arriver qu'il n'y ait pas de besoin d'aide par moment. Cela ne veut pas dire que cette aide ne sera pas de nouveau nécessaire à un autre moment.

Certains résidents des structures d'hébergement préfèrent ne pas participer aux activités proposées ou ne sont pas intéressés par un accompagnement ou des propositions de loisirs, pour des raisons d'ordre privé, culturel ou autre. Il faut alors accepter cette décision et ne pas s'acharner. Certains DPI ont vécu de terribles traumatismes et doivent d'abord, à l'aide de soutien professionnel, trouver leurs repères. Un bénévole n'est pas en charge du suivi psychologique ou social des DPI ! Il faut **respecter les limites** de l'engagement bénévole pour le bien des personnes concernées.

Les personnes de culture et de croyance différentes peuvent avoir une perception de la société très différente de celle que nous vivons au quotidien. La majorité des DPI arrivés depuis le début de l'afflux massif en 2015 ont fui le conflit syrien. Certaines coutumes et notions peuvent différer fortement des nôtres, notamment l'importance de la vie en communauté, le rôle central de la famille, le rôle de la femme dans la société, l'éducation des enfants, le rôle des médias, etc.

! Informez-vous sur les besoins, les interrogations, l'origine et les coutumes des personnes que vous souhaitez aider pour ne pas risquer de les brusquer ou créer des malentendus. L'interculturalité est un sujet traité lors de la formation organisée par l'Agence du Bénévolat.

A qui s'adresser pour faire un don matériel ?

Les personnes souhaitant faire un don matériel pour les demandeurs de protection internationale et les réfugiés peuvent s'adresser aux partenaires de l'OLAI, la Croix-Rouge luxembourgeoise et la Caritas, qui réceptionnent des dons dans divers points de collecte et vestiaires existants à travers le pays.

Veuillez noter que les dons recueillis sont destinés à aider toutes les personnes défavorisées ou en difficulté au Luxembourg, pas seulement les demandeurs d'asile et les réfugiés.

Points de collecte :

Centre national de Collecte et de Tri
(Caritas et la Croix-Rouge luxembourgeoise)
6 rue Hogenberg- Cloche d'Or
Tél. : 621 811 688

info@spendchen.lu

Les vestiaires de la Croix-Rouge luxembourgeoise :

<http://www.croix-rouge.lu/vestiaires/>

Les points de collecte de la Caritas Luxembourg :

<http://www.caritas.lu/Engagez-vous/Don-mat%C3%A9riel>

CNDS. Nei Aarbecht (Meubles, électroménager, vêtements, jouets, vaisselle, livres, bibelots, etc.) :

<http://www.cnds.lu/nei-aarbecht/>

N'oubliez pas de vous renseigner également auprès des Offices sociaux de votre région !



A qui s'adresser pour obtenir des informations complémentaires ?

Agence du Bénévolat

103, route d'Arlon
L-8009 Strassen
Grand-Duché de Luxembourg
TEL: 26 12 10 - 1
info@benevolat.public.lu

ASTI Luxembourg asbl

10-12, rue Auguste Laval
L-1922 Luxembourg
TEL: 43 83 33 1
ensemble@asti.lu

Croix-Rouge luxembourgeoise

10, cité Henri Dunant
L-8095 Bertrange
Assistance téléphonique : 27 55

Caritas Luxembourg

29, rue Michel Welter
L-2730 Luxembourg
Caroline Theves
Coordinatrice bénévolat
caroline.theves@caritas.lu
TEL: 40 21 31 - 260

Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration

5, rue Carlo Hemmer . L-1734 Luxembourg
TEL: 247-85700
info@olai.public.lu



L'Encadrement de bénéficiaires du statut de protection internationale ou protection subsidiaire (BPI).

A partir du moment où une personne se voit accorder le statut de réfugié ou le statut de protection subsidiaire, le suivi social devient la responsabilité de l'Office social du lieu de résidence de la personne. L'assistant(e) social(e) de l'OLAI collabore avec l'assistant(e) social(e) de l'Office social pendant la période où le BPI est hébergé dans une structure d'accueil étatique.

Une cellule mobile de la Croix-Rouge luxembourgeoise, conventionnée par le ministère de la Famille et de l'Intégration, accompagne les bénéficiaires de la protection internationale (réfugiés reconnus) dans leurs démarches de la vie quotidienne en vue de faciliter leur intégration dans la société. Ce service a plusieurs missions. D'un côté, les réfugiés sont soutenus individuellement dans la mise en place de mesures destinées à augmenter leur degré d'autonomie et cela avec la compréhension interculturelle requise et l'appui de l'interprétariat interculturel en cas de besoin. De l'autre, **LISKO (Lëtzebuerger Integratiouns- a Sozialkohäsiounscenter)** établit des liens entre les services sociaux et associations pour s'assurer que les réfugiés soient accompagnés vers les actions intégratives locales et des liens avec la population sont établis.

Le travail social individuel permet d'identifier sur le terrain des besoins spécifiques. Le service LISKO remonte les besoins détectés vers les instances communales et contribue, si besoin, à la mise en œuvre d'un plan d'intégration communal en partenariat avec tous les acteurs concernés.

Le service LISKO s'adresse prioritairement à des personnes ou familles réfugiées plus vulnérables et ne disposant pas ou peu de ressources propres pour entreprendre les démarches nécessaires, demeurant encore dans les centres d'accueil ou habitant dans des logements sociaux. En outre, il collabore étroitement avec l'OLAI dans la prise en charge des réfugiés arrivant au Luxembourg dans le cadre du « resettlement », le programme européen de réinstallation de réfugiés.



A qui s'adresser pour obtenir des informations complémentaires ?

Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)

Secrétariat du Service Social

Tél. : 247 – 85785

Numéro vert 8002 6006

Croix-Rouge luxembourgeoise Lëtzebuerger Integratiouns- a Sozialkohäsiounscenter (LISKO)

Tél.: 27 55 56 03

Email : ressource.integration@croix-rouge.lu



L'ACCUEIL DE DEMANDEURS DE PROTECTION INTERNATIONALE ET DES REFUGIES DANS MA COMMUNE

Quel est le rôle de la commune au cours de la procédure d'un demandeur de protection internationale (DPI) ?

Le DPI est tenu de faire dans les huit jours suivant l'introduction de sa demande de protection internationale une déclaration d'arrivée auprès de la commune dans laquelle il établit sa résidence habituelle.

Tout changement de résidence **à l'intérieur de la commune** doit être déclaré auprès de la commune. Depuis le 1er avril 2016, le transfert de la résidence habituelle vers une autre commune ne doit plus être signalé à l'administration communale. Il suffit de faire une déclaration d'arrivée auprès de la nouvelle commune de résidence.

L'OLAI est compétent et responsable pour le logement des DPI et les relogements, notamment d'un centre de primo accueil vers une structure d'hébergement de longue durée. L'OLAI reste à disposition des communes pour toute information ou clarification concernant l'accueil des DPI dans une commune.

Aucune autre démarche officielle n'est à effectuer par la commune au cours de la procédure d'un DPI.

Quels documents peuvent être émis par ma commune ?

- **aux demandeurs de protection internationale (DPI)**

Le DPI est tenu de faire une déclaration d'arrivée auprès de la commune. La commune peut donc émettre une déclaration d'enregistrement à la commune.

- **aux réfugiés reconnus (BPI)**

Sur présentation de l'attestation de statut de réfugié reconnu par la Direction de l'Immigration, l'administration communale peut émettre tous les documents qui peuvent être émis à tout autre résident.

Comment est-ce que ma commune peut participer à l'effort de solidarité et d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés reconnus ?

Les communes sont un partenaire indispensable pour l'Etat et jouent un rôle primordial dans l'accueil et l'intégration des DPI et des réfugiés dans la société.

Ainsi, les communes qui ont manifesté leur volonté de contribuer à un tel accueil peuvent trouver leur place à différentes étapes des dispositifs déployés par l'Etat :

- en mettant à disposition des bâtiments pour créer des structures d'hébergement ;
- en mettant à disposition des logements pérennes pour les demandeurs ayant acquis le statut de réfugié ;
- le cas échéant, par une offre d'accompagnement / de parrainage ou par l'organisation d'activités favorisant l'intégration dans la commune, voire même par la mise en œuvre d'un plan communal d'intégration (PCI).

Vous trouverez toutes les explications relatives à la mise à disposition de logements sous le chapitre « Hébergement ».

Existent-ils des aides financières de l'Etat pour les communes qui accueillent des DPI / BPI ?

Oui, des aides étatiques sont disponibles pour les communes qui accueillent des demandeurs de protection internationale et des réfugiés reconnus.

L'OLAI lance régulièrement des appels à projets destinés entre autre aux administrations communales et aux Commissions consultatives communales d'intégration (CCCI). Celles-ci ont la possibilité d'obtenir un subside pour la réalisation d'actions en faveur de l'intégration. L'OLAI co-

finance jusqu'à 50% du coût total des actions en projets réalisés au niveau local.

Les communes souhaitant développer et mettre en œuvre un plan communal intégration peuvent soumettre leur candidature pour l'obtention d'un cofinancement. Le maximum du cofinancement est accordé sous forme d'une enveloppe maximale de 25.000 €, dans la limite des fonds disponibles. De plus amples informations sur le projet PCI, notamment une présentation détaillée et un guide pratique, sont disponibles sur le site du Syvicol, partenaire de l'OLAI.

Pour faire la demande de cofinancement, les administrations communales sont invitées à remplir la fiche de candidature disponible sur le site de l'OLAI et à l'envoyer à l'OLAI (Danièle Friser, OLAI, 5, rue Carlo Hemmer, L-1734 Luxembourg, danièle.friser@olai.etat.lu).

Vous trouverez toutes les explications relatives à la mise à disposition de logements et sur les aides financières de l'Etat sous le chapitre « Hébergement ».

De quelle nationalité seront les demandeurs de protection internationale et les réfugiés que j'accueillerai dans ma commune ?

La composition de la population des demandeurs de protection internationale et des réfugiés est étroitement liée aux zones de tensions et de conflits dans le monde. Les flux migratoires qui convergent actuellement vers l'Europe sont notamment en provenance du Moyen-Orient (Syrie, Irak, Afghanistan) et de la Corne de l'Afrique (Erythrée, Soudan). L'OLAI ne considère en aucun cas l'origine ethnique, la langue, l'orientation sexuelle ou l'orientation religieuse des DPI dans la répartition des DPI sur le parc logement. Tous les DPI sont pour ainsi dire « logés à la même enseigne ».

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes publie régulièrement des statistiques sur les demandes de protection internationale enregistrées pendant le mois. Ces statistiques sont disponibles sur le site du Gouvernement : www.gouvernement.lu/4210546/immigration

Puis-je choisir l'origine de ceux que j'accueille ?

Il n'est pas envisageable de privilégier une population plutôt qu'une autre. La mixité des résidents dans les foyers est un des principes importants de la politique d'accueil au Luxembourg.

Une famille de ma commune se propose d'accueillir une famille/personne : est-ce possible ? Vers qui dois-je l'orienter ?

L'hébergement d'un demandeur d'asile ou d'un réfugié constitue une lourde responsabilité et peut constituer une charge financière supplémentaire importante. Le suivi psychologique et l'accompagnement social doivent être assurés, surtout si des traumatismes ont été détectés auprès des DPI. Il est important de s'informer auprès de l'OLAI avant de prendre la décision d'accueillir une personne

chez soi.

Que faire si une famille de demandeurs de protection internationale se présente spontanément dans ma commune ?

Toute personne se présentant dans votre commune pour demander la protection internationale doit immédiatement être redirigée vers le Centre de primo accueil situé actuellement à l'ancien centre de Logopédie à Strassen (5 rue Thomas Edison). Si la ou les personne(s) en question ne peuvent se rendre seuls à ce Centre, la police doit être avertie pour les y conduire.

Que peut faire la commune pour aider les DPI / BPI à s'intégrer ?

L'intégration des DPI et réfugiés sera facilitée et favorisée si les personnes se mélangent dès leur arrivée à la population locale et sortent des foyers pour participer à des activités ou festivités locales. L'objectif est d'éviter un confinement dans les structures d'accueil et l'isolement.

L'organisation d'activités auxquelles les DPI seront invités (par le biais de la commune, du chargé à l'intégration, des gestionnaires sur place ou de l'OLAI), ne peut être que bénéfique. Par contre, certaines personnes préféreront rester seules pendant un temps d'adaptation, ce qui doit aussi être respecté.

De nombreuses initiatives caritatives, associatives et privées ont émergées depuis le début de l'afflux massif. Il est important de coordonner les efforts et de s'informer sur les actions et projets en cours. Vous trouverez plusieurs contacts auprès de l'Agence du Bénévolat (voir p. 33).

Vous trouverez plus d'explications sur le bénévolat sous le chapitre « bénévolat ».

Abréviations utilisées

AOT :	Autorisation d'occupation temporaire
BPI :	Bénéficiaire de la protection internationale, une personne qui a obtenu une réponse positive à sa demande.
CASNA :	Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants
DPI :	Demandeur de protection internationale, une personne dont la demande de protection internationale a été enregistrée et dont l'examen est en cours par le ministère des Affaires étrangères et européennes
LISKO :	Lëtzebuurger Integratiouns- a Sozialkohäsiounscenter
MAEE :	Ministère des Affaires étrangères et européennes
MENJE :	Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
MIFA :	Ministère de la Famille et de l'Intégration
OLAI :	Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration
SCAS :	Service Central d'Assistance Sociale (SCAS) est un service du Parquet général et fait partie de l'administration judiciaire
SECAM :	Service de la scolarisation des enfants étrangers
SFA :	Service de la formation des adultes
SNAS :	Service national d'action sociale est une administration sous tutelle du ministère de la Famille et de l'Intégration

Editeur :
Office luxembourgeois de l'accueil et de
l'intégration (OLAI)
5, rue Carlo Hemmer
L-1734 Luxembourg
Tél. (+352) 247- 85700
www.olai.public.lu